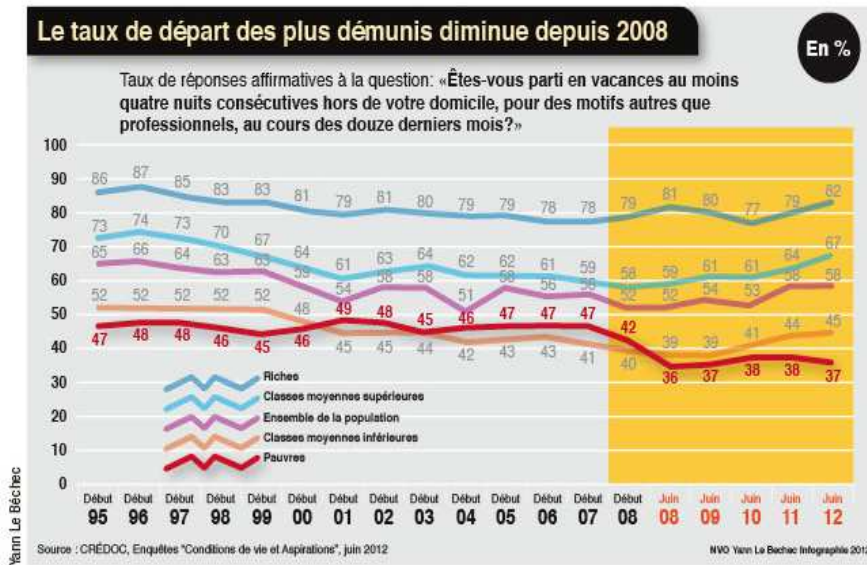


27 millions de Français privés de vacances

Ecrit par : Pascal Santoni / NVO

*Juin 1936, le Front populaire décide que chaque salarié bénéficiera d'un congé payé par son employeur.
Juin 2012, soit 76 ans après et une production de richesses par habitant multipliée par cinq environ, 42 % des Français sont privés de vacances, selon une enquête réalisée par le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), publiée en juillet.*



Ce chiffre – 27 millions de Français qui ne partent pas en vacances – recouvre une réalité bien plus insupportable, car pour faire partie des vacanciers selon l'enquête du Crédoc, il suffit « d'être parti pour des raisons personnelles quatre nuits consécutives hors de son domicile au cours des douze derniers mois ». Un critère plus proche du week-end prolongé que de véritables vacances. Cela signifie que plus de 27 millions d'entre nous ne peuvent même pas prendre un minimum de quatre jours de vacances dans l'année !

Le pourcentage des partants était de 65 % en 1995, il a chuté à 52 % en 2011, un niveau historiquement bas, pour remonter à 58 % en 2012. La crise de 2007 a certes accéléré le mouvement, le nombre de partants a ainsi diminué de 4 % entre 2007 et 2008, mais les chiffres montrent qu'on ne peut imputer à la crise que nous venons de connaître la responsabilité de cette situation. En réalité, comme on pouvait s'y attendre, c'est la stagnation du pouvoir d'achat sur une longue durée qui est à l'origine de l'impossibilité de prendre des vacances pour 42 % des Français.

Selon la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS), 40 % seulement de Français avaient l'intention de partir en août, soit 4 % de moins qu'en 2011. Parmi ces partants, 42 % ont choisi un hébergement marchand, hôtel, club de vacances ou une location et 58 % un hébergement en famille ou chez des amis, départ moins loin, moins longtemps. Le souci de dépenser le moins possible est manifeste. Les commerçants des sites touristiques constatent d'ailleurs qu'à nombre équivalent de visiteurs, les restaurants sont bien moins fréquentés et les achats également en baisse.

Les inégalités se creusent dans ce domaine aussi

Ce sont évidemment les familles modestes qui ont le plus de difficultés à se payer des vacances. Le taux de départ en vacances varie ainsi du simple au double entre le bas et le haut de l'échelle des revenus. Les familles les plus aisées partent en vacances dans une proportion évaluée par le Crédoc à 82 %. L'enquête indique même une légère et exceptionnelle hausse de partants en 2010 dans la plupart des catégories sociales, à l'exception des catégories les plus défavorisées dont la proportion de partants avait fortement chuté en 2008 et cette proportion n'a pas évolué depuis. Pire, s'ils étaient 47 % en 2007 à pouvoir partir un peu en vacances, ils ne sont plus que 37 %. Soit un recul de 10 % en cinq ans !

L'auteure de l'étude, Sandra Hoiban, souligne que les plus défavorisés sont aussi les plus démunis pour partir à moindre frais : « S'ils possèdent une voiture, elle est souvent trop vieille pour faire la route des vacances. Ils n'ont pas le réseau familial ou amical pour pouvoir être accueillis gracieusement, comme le font les catégories moyennes ou supérieures. Ils ont également moins accès à Internet et à tous les bons plans dont profitent les plus riches et les plus habitués à manier les outils multimédias ». On retrouve donc logiquement 71 % des cadres supérieurs sur le chemin des vacances, contre 41 % des ouvriers.

Des Français inquiets

En juin 2010, 49 % des interviewés pensent que leurs conditions de vie vont se détériorer au cours des cinq prochaines années. Une raison de plus pour économiser sur le budget vacances. Mais ce chiffre, près de la moitié des sondés, dit avec force l'état d'esprit dans lequel se trouvent nos concitoyens. Et depuis 2010, les choses de ce point de vue n'ont pu que se dégrader, malgré les espoirs soulevés par le changement de président de la République et de gouvernement. Car tout semble en effet converger pour nourrir l'inquiétude, d'autant que les solutions paraissent hors de portée du citoyen, du salarié, puisqu'elles se décident hors de France, en Europe, voire à l'échelle du monde. Ainsi, la situation de la Grèce et maintenant de l'Espagne, les sommets européens qui se succèdent d'espoirs en déceptions, le tout mesuré à l'aune de la confiance des marchés. Le ralentissement de la croissance et les plans de rigueur annoncés dans toute l'Europe. Et évidemment le poids de la dette.

Les incertitudes grandissantes sur l'avenir de leur emploi et la stagnation de leur pouvoir d'achat conduisent de plus en plus de Français à réduire leur budget vacances ou, pire, à faire une croix dessus.

Dans un tel contexte, si l'on avait constaté une certaine stabilité des taux départs en vacances depuis les années 1990, l'étude du Crédoc constate une évolution à la baisse.

Des intentions de départ en baisse

En effet, si en juin 2010, 53 % des personnes interrogées déclaraient être parties en vacances au cours des douze derniers mois, elles étaient 65 % en 1995. « Les taux de départ varient toutefois fortement selon la situation personnelle des interviewés. On s'échappe d'autant plus pour quelques jours de son quotidien que l'on dispose de revenus élevés, que l'on occupe un poste à responsabilité (cadre, profession intermédiaire), que l'on est diplômé ou que l'on réside dans l'agglomération parisienne. [...] Mais alors qu'en 2009, le dynamisme des "gros partants" (Franciliens, cadres, diplômés, jeunes) avait soutenu le secteur, l'embellie semble passée. Ces catégories accusent en effet une baisse de leurs taux de départ qui retrouvent leur niveau de 2008, voire un niveau inférieur. »

Entre 1998 et 2004, le nombre de courts séjours pour motifs personnels avait progressé de 14 %. Il diminue de 3 % entre 2009 et 2010. C'est vrai aussi pour les catégories moyennes : 74 % des cadres et professions intellectuelles supérieures sont partis en week-end au moins une fois entre juin 2009 et juin 2010, soit une baisse de 4 points par rapport à l'année précédente ; 55 % des cadres et professions intellectuelles supérieures sont partis plusieurs fois en week-end, soit une baisse de 10 points en un an.

Les départs en courts séjours ne sont pas une sorte de moindre mal pour ceux qui ne partent pas généralement. Ils ne se substituent aux « grandes vacances » : 77 % des vacanciers qui sont partis pour une courte durée (moins de quatre jours) sont également partis pour des séjours plus longs.

Le recul des départs et des intentions de départ en vacances se généralise donc à l'ensemble des catégories sociales, à l'exception des plus aisées, qui continuent de partir à 82 % en 2012 contre 79 % en 2007... La crise ne semble pas avoir eu de conséquences préjudiciables sur leurs projets de vacances. Au contraire.

Cause principale : le manque d'argent

L'étude du Crédoc le confirme si besoin était : « 25 % de la population s'est ainsi résignée à ne pas partir au cours des douze derniers mois par manque d'argent, soit 2 points de plus en deux ans. Une proportion identique (25 %) a également renoncé à tout projet de vacances d'ici décembre 2012 par manque de moyens, soit 4 points de plus en un an ». Les freins financiers pèsent donc de plus en plus lourdement sur la décision des familles ayant des revenus faibles (moins de 900 euros par mois), modestes (entre 900 et 1 500 euros) et moyens (entre 1 500 et 2 300 euros). Toutefois l'étude du Crédoc révèle que « l'impact grandissant des contraintes financières sur le non-départ touche pratiquement l'ensemble des groupes sociaux. Même des groupes d'ordinaire plutôt moteurs dans le domaine du tourisme, jeunes, professions intermédiaires et habitants de l'agglomération parisienne, sont de plus en plus nombreux à renoncer à des projets de vacances pour des raisons pécuniaires ». Il semble que deux éléments jouent un rôle déterminant dans la décision de se priver des vacances : le poids des charges du logement et la crainte de perdre son emploi. De façon générale, une personne sur quatre envisage un budget vacances en baisse.

Le Secours populaire, qui a mis en place de nombreux dispositifs d'aide aux enfants et aux personnes en difficulté pour leur permettre de partir aussi en vacances, a constaté un accroissement sensible des demandes d'aides cet été.

Mauvais pour la santé, pour le travail et pour l'économie

Là encore, c'est une évidence mais qu'il n'est pas inutile de rappeler, si l'on se souvient qu'avant 1936, et même après, les congés payés étaient une hérésie pour les patrons de l'époque et leurs zélés soutiens. Le slogan « travailler plus pour gagner plus » contenait en filigrane l'idée que si les salariés ne gagnaient pas suffisamment bien leur vie, c'est qu'ils ne travaillaient pas assez. Le thème récurrent du manque de compétitivité de nos entreprises se nourrit des mêmes présupposés.

Or il n'est guère d'études et d'articles sur le moral des Français qui ne soulignent la diffusion d'une forme de stress social. Et chacun de nous est confronté dans son environnement de travail et même personnel au mal-être, à la souffrance au travail du fait des nouvelles formes d'organisation et de management du travail.

Jamais les salariés et les sans-emploi n'ont eu autant besoin de vacances, de repos, de détente, d'évasion. Or l'étude du Crédoc relève que « le départ ou le non-départ en vacances n'est pas sans effet sur la population, ses perceptions, son moral. [...] Les vacances jouent un rôle de marqueur social et participent à l'image que l'on se fait de son statut social : à niveau de revenus équivalents, on se sent plus "riche" si l'on part en vacances ».

Sur le plan économique, le recul des départs en vacances des Français constitue un manque à gagner préjudiciable pour l'industrie du tourisme, ce qui démontre s'il le fallait encore que l'austérité est le pire des remèdes pour la relance économique du pays.

Une « fracture touristique »

« Le taux de départ en vacances des Français s'affaiblit d'année en année, accentuant une fracture touristique entre ceux qui ont les moyens de partir en vacances et ceux qui ne les ont pas », a déploré Sylvia Pinel, ministre du Tourisme, qui a annoncé le lancement d'une mission sur « l'accès aux vacances pour tous » qui devrait déboucher, d'ici fin 2012, sur un plan d'action quinquennal.

« Découvrir de nouveaux horizons, rompre avec la monotonie de tous les jours, rencontrer de nouvelles personnes ou tout simplement se reposer dans un autre lieu, concourt à porter un regard plus positif à son retour sur son cadre de vie ordinaire. » Cette conclusion de l'étude du Crédoc sonne comme un avertissement : en privant de vacances le plus grand nombre et en contribuant ainsi à nourrir un regard négatif sur son cadre de vie, le risque existe que ce plus grand nombre veuille changer de cadre de vie...